

ECRAN DE VEILLE



PROSPECTION GÉOSTRATÉGIQUE
VEILLE SÉCURITAIRE
CONTRE-TERRORISME
RÉSISTANCE AUX EXTRÉMISMES

N°01 - MAI 2019

SOMMAIRE

- 02 **EDITORIAL** : Pourquoi rallumer l'ECRAN DE VEILLE ?
- 02 **CONFIDENTIEL** : Où se cache Abou Bakr al-Baghdadi, l'énigmatique chef de Daech ?
- 03 Le Hezbollah cherche à cibler la centrale israélienne de Dimona et Daech veut frapper en Occident pendant le ramadan.
- 04 **ACTUALITES** : George Clooney enquête sur les finances du Hezbollah en Afrique !
- 05 Cyanure, nucléaire, arsenaux chimiques et virus informatiques au cœur des nouvelles menaces terroristes.
- 06 **CONJONCTURES**
FRANCE : large remaniement ministériel en vue et changements en cascade à l'Elysée.
- 08 **IRAN** : face aux sanctions, le régime des mollahs en visage « l'arme des réfugiés ».
- 09 **AFRIQUE** : lobbying qatari et regain d'intérêt américano-russe pour le Continent.
- 10 **EXPERTISES** : Erdogan est-il turc ? Et les modérés ont-ils un avenir en Iran ?
- 12 Les drones de Daech et le titre universitaire de Tariq Ramadan ne volent pas très haut !
- 14 **INVESTIGATIONS** : QatarCharityGate, nos révélations exclusives suite au livre choc de Georges Malbrunot et Christian Chesnot.
- 17 **DOCUMENTS** : Comment Daech adapte son service de renseignement Amni à l'ère post-califat.
- 18 Interview exclusive de Theo Padnos, otage américain du groupe al-Nosra et du... Qatar !
- 20 **PROFILES** : Les nouvelles têtes du renseignement algérien.

LUXEMBOURG

Nouvelle plaque tournante de la finance des Frères musulmans

EXCLUSIF

Après Londres et Genève, de récentes révélations font apparaître une nouvelle plaque tournante convoitée pas la nébuleuse financière liée aux Frères musulmans. Il s'agit du Luxembourg, autre pays européen adepte du secret bancaire.

On savait de longue date que le Grand-Duché luxembourgeois est une place financière ouverte à la « finance islamique ». Elle accueille des groupes financiers ouvertement « islamiques », tels que le « Faisal Finance Luxembourg » et le « Dar Al Mal Al Islami Trust » (DMI Trust). Ces groupes ont pignon sur rue et œuvrent en toute légalité. Mais, tel n'est pas le cas d'autres entités liées à la nébuleuse financière des *Frères musulmans*, qui cultivent le contournement et le secret.

Les bailleurs de fonds, qui servent de prête-noms au *Tanzim al-Dawli*, la branche internationale des *Frères musulmans*, évitent désormais de fonder des institutions financières ouvertement islamiques, de crainte d'attirer les soupçons. Comme ce fut le cas, au lendemain du 11 septembre 2001, pour la banque *Al Taqwa*, fondée et dirigée par le trésorier occulte des *Frères musulmans*, Youssef Nada.

Pour parer à un tel risque, les financiers des *Frères musulmans* pratiquent, à présent, une sorte de *taqiyya* (tromperie) financière, sous la forme d'un entrisme qui leur permet d'infiltrer discrètement des groupes financiers d'apparence « lisse », dont la respectabilité ne fait aucun doute et qui n'ont pas de

liens apparents avec la « finance islamique ».

Les dernières révélations en la matière concernent le fond d'investissement « Eurozone Equity Company SA », l'un des acteurs financiers les plus florissants de la place luxembourgeoise, qui détient des actifs dans les placements les plus prestigieux de la zone Euro. Une récente investigation a établi que son conseil d'administration compte plusieurs investisseurs connus de longue date comme étant des financiers occultes des *Frères musulmans*.

Le premier d'entre eux est l'égyptien Gamal Attia. Grande figure du *Tanzim al-Dawli*, proche de Youssef Nada, il a été le fondateur de la « Banque Internationale Islamique du Luxembourg », liée aux *Frères musulmans* (dissoute en 1994). À ses côtés, on retrouve un autre égyptien, non moins célèbre, Abdelatif Sayed, ancien directeur de « Solidarity Takafol SA », une compagnie d'assurance luxembourgeoise épinglée, elle aussi, pour ses accointances avec les *Frères musulmans*.

Selon nos sources, siègent aussi au conseil d'administration de l'« Eurozone Equity Company » deux financiers natifs du Bahreïn, tout aussi connus pour leurs liens avec les *Frères musulmans* : Ahmed Abdulla Bucherry et Ziad Hassan Rawas-hdeh. ●

IRAN - PAYS DU GOLFE

Nouveau département des Pasdarans ciblant les personnalités du Golfe

Une source confidentielle iranienne a récemment révélé à une centrale de renseignement occidentale la création d'un nouveau département des Pasdarans, les gardiens de la révolution iranienne, dédié exclusivement aux

opérations clandestines visant des personnalités des pays du Golfe.

Gholam Shakuri, l'officier nommé à la tête de ce département, est recherché par le FBI, pour avoir tenté, en 2011, d'assassiner l'ambassadeur d'Arabie

saoudite de l'époque à Washington, l'actuel ministre des affaires étrangères, Adel al-Jubeir.

Le nom de Shakuri est apparu aussi dans des enquêtes sur des activités visant à déstabiliser le régime de Bahreïn. ●

Pourquoi rallumer l'ECRAN DE VEILLE ?

Le monde traverse une période trouble. Une de ces zones grises de l'Histoire, qu'Antonio Gramsci avait décrites, avec la clairvoyance qu'on lui connaît, comme étant ces moments de clair-obscur d'où surgissent les monstres, lorsqu'un vieux monde se meurt et le nouveau tarde à naître.

Et l'un des symptômes les plus épouvantables de cette gestation est le pervertissement des valeurs humanistes, au profit de discours haineux qui refont surface, sous des habits neufs qui n'enlèvent rien à leur nature abjecte : racisme, antisémitisme, xénophobie, extrémismes ethniques et religieux.

Ainsi, la pensée et la parole haineuses se voient non seulement libérées, mais aussi – et c'est le plus terrifiant – banalisées. Car, de ce fait, le discours de la haine n'est plus cantonné à la marge et aux extrêmes, mais tend de plus en plus à contaminer l'ensemble de l'échiquier socio-politique.

Preuve suprême de ce pervertissement des valeurs, c'est en tant que « leader du monde libre » que l'impulsif nouveau pensionnaire de la Maison Blanche érige la xénophobie, le populisme et la folie narcissique en nouveaux fondements de la politique et de la diplomatie américaines !

Pareillement, nous observons, stupéfaits, comment les vieux démons antisémites se cherchent une respectabilité impossible, en se drapant de vrais-fausse valeurs de gauche. Instrumentalisant, ainsi, la juste cause palestinienne et l'antisionisme (qui, n'en déplaise à certains, n'est pas un antisémitisme en soit !) pour promouvoir les pulsions judéophobes les plus abjectes. Même si, bien sûr, il est abusif de vouloir lier à cette abjection

toute critique de la politique israélienne, comme le font certains zéloteurs.

Et c'est selon ce même procédé de reversements des valeurs, que les *Frères musulmans* - la maison-mère de tous les extrémismes islamistes - tout en se réclamant d'un islamisme prétendument modéré et de « juste milieu », continuent à tisser leur toile d'araignée planétaire, qui vise à faire régner sur le monde une doctrine sectaire et suprématisante où l'Autre (le non musulman, même quand il est concitoyen) ne peut avoir d'autre statut que celui d'auxiliaire soumis !

Cette publication, l'ECRAN DE VEILLE, et le site global-watch-analysis.com, dont elle est l'émanation, se proposent comme des outils de veille et d'alerte contre toutes ces formes d'extrémisme et surtout contre les usurpations qu'elles opèrent sur nos valeurs humanistes. Valeurs fondamentales qui constituent le socle civilisationnel de la paix, de la fraternité, de l'égalité et du vivre ensemble. ●



Où se cache Abou Bakr al-Baghdadi, l'énigmatique chef de Daech ?

Abou Bakr Al-Baghdadi, l'énigmatique émir en chef de Daech, qui n'est plus apparu en public depuis 2014, a récemment publié un long message de propagande vidéo. Une apparition qui a ravivé les spéculations sur l'endroit où se terre le prétendu calife, depuis la chute de son fief de Raqqa.

Selon plusieurs sources proches de Daech, récemment arrêtées par les forces kurdes et interrogées par les services spéciaux américains, français et jordaniens, al-Baghdadi aurait séjourné entre octobre 2018 et février 2019 dans la ville de Boukamal, avant de se replier dans la région d'al-Anbar. D'après les services secrets trucs (MIT), le chef de Daech aurait aussi envisagé des voies de secours africaines, au Soudan où en Somalie.

Dans la traque d'al-Baghdadi, les services iraniens sont aussi très actifs. Une équipe de la force al-Qods a été déployée en Syrie, spécialement à cet effet. L'objectif de la diplomatie de l'ombre iranienne est d'arriver à mettre la main, avant les autres, sur le chef de Daech, pour prouver que la république islamique peut contribuer efficacement à la lutte anti-terroriste. ●

Lire sur notre site www.global-watch-analysis.com une analyse détaillée de la dernière vidéo d'al-Baghdadi

NUCLÉAIRE IRANIEN

Le renseignement israélien établit des bases secrètes en Azerbaïdjan

Le gouvernement de l'Azerbaïdjan a récemment accepté l'implantation sur son territoire de bases secrètes permanentes pour des agents du renseignement israélien dont les actions seront dirigées contre l'Iran. Un développement qui inquiète au plus

haut niveau les autorités de Téhéran, d'autant plus que le commando israélien qui avait subtilisé, en avril 2018, plus de 500 kilogrammes d'archives sur le nucléaire iranien (environ 55.000 pages de documents secrets) avait secrètement opéré depuis l'Azerbaïdjan. ●

Vague d'attentats ramadanesques ?

Les services antiterroristes européens redoutent une nouvelle vague d'attentats djihadistes durant le mois du ramadan. Des communications captées et des échanges sur les réseaux sociaux montrent que Daech cherche à galvaniser ses partisans, en les encourageant à passer à l'acte durant le mois sacré et plus précisément durant ses dix derniers jours.

Par ailleurs, les services européens craignent que la ramadan soit aussi l'occasion d'un retour en force sur la scène terrorisme internationale de l'organisation al-Qaïda. Il pointe précisément le fait que les derniers messages d'Ayman al-Zawahiri, le leader d'al-Qaïda, montrent qu'il fait une fixation sur la nécessité de frapper des cibles en Europe et plus précisément en France et en Espagne. ●

Comment les djihadistes se financent par le trafic migratoire

Selon un rapport établi par une grande centrale de renseignement européen, les différentes milices libyennes ont récolté plus de 520 millions d'euros, en un an, en organisant ou en facilitant le trafic de migrants africains à destination de l'Europe.

Cette proximité entre le trafic migratoire et les milices libyennes, dont certaines sont de tendance djihadiste, inquiète de plus en plus les services antiterroristes. Ce trafic très lucratif ne remporte pas seulement aux milices des mannes considérables, qu'elles utilisent pour s'armer et pour financer des activités subversives. Il leur offre, en plus, un accès privilégié à des filières opérationnelles qu'elles pourraient utiliser pour infiltrer, parmi les flux migratoires, des éléments djihadistes chargés de perpétrer des attentats en Europe. ●

YÉMEN

Des drones-suicides iraniens aux mains des Houthis

Selon un rapport interne de l'Onu, la force al-Qods au sein des Pasdarans iraniens continue à livrer des drones-suicides, clé en main, aux milices Houthis au Yémen. Il s'agit notamment de drones d'attaque de type Qassef 1. À en croire le rapport, l'Iran dirigerait même directement certaines opérations de ces drones, via satellite. À cet effet, le navire électronique iranien Saviz navigue régulièrement dans les eaux territoriales yéménites. ●

Le Hezbollah pourrait cibler la centrale de Dimona en cas d'attaque israélienne

Selon une source interne au Hezbollah libanais, des ingénieurs du service des opérations spéciales de ce mouvement pro iranien travaillent, depuis deux ans, pour l'élaboration d'une opération secrète pour riposter à Israël, en cas d'attaque militaire.

Cette opération, chapeautée par Talal Hamiyah, l'une des figures des services extérieurs du Hezbollah, consiste à mettre en place un dispositif balistique permettant de faire s'abattre une pluie de missiles aux abords de la centrale nucléaire israélienne de Dimona. ●

TECHNOLOGIES DE DÉFENSE

La chine modifie des sous-marins russes de type Kilo

Selon une source spécialisée dans les technologies de défense, la Chine aurait réussi à modifier et à rallonger d'une quinzaine de mètres un sous-marin de fabrication russe de la classe Kilo, connu aussi dans le jargon militaire sous le nom de « projet 8777EKM ».

Deux hypothèses sont envisagées par les experts, pour expliquer les visées de cette modification : doter le sous-marin d'un système de propulsion de type Air Independent Power (AIP) ; ou alors créer un compartiment destiné à des missions spéciales, comme le déploiement de nageurs de combat ou de tubes de lancement verticaux pour les missiles de croisière. ●

HEZBOLLAH - AFRIQUE

George Clooney enquête sur les finances du « parti de Dieu » !

La fondation américaine *The Sentry*, présidée par la star de cinéma George Clooney, a récemment engagé une compagnie de vastes enquêtes au sujet des investissements secrets du Hezbollah libanais dans plusieurs pays africains, et plus particulièrement en Gambie et au Congo Kinshasa.

La fondation *Sentry*, dotée d'un budget annuel de 15 millions de dollars, est connue pour avoir mené d'importantes investigations sur la corruption et les crimes de guerre au Soudan et au Soudan du Sud, mais aussi en République centrafricaine et au Congo Brazzaville.

Les investigations de cette fondation sur les investissements secrets du Hezbollah en Afrique tombent à point nommé et seront d'un apport important au moment où les autorités américaines s'apprentent à lancer une vaste action contre le Hezbollah, avec à la clé des sanctions et des gels d'avoirs visant les intérêts économiques

de cette organisation en Afrique, en Amérique latine et au Liban.

Selon une source confidentielle américaine, ce plan de sanctions et de gels d'avoirs élaboré conjointement par la CIA, le FBI et le Trésor américain s'est appuyé essentiellement sur les aveux du financier

du Hezbollah, Kassim Tajideen, interpellé au Maroc et extradé vers les Etats-Unis, en mars 2017. Ce dernier a plaidé coupable devant les tribunaux américains et a révélé des listings détaillés de financiers et de banques servant d'intermédiaires aux investissements secrets du Hezbollah. ●

Transfert d'armes de Syrie vers le Liban

Pour sécuriser le stockage de ses armes en Syrie, le Hezbollah a créé un service spécialisé appelé « Unité 108 ». Elle est chargée du stockage des armes fournies par l'Iran au Hezbollah, dans deux catégories distinctes de dépôts. La première est consacrée aux armes dites « usuelles », destinées aux opérations du Hezbollah en Syrie. Elle est implantée à Douma et à Adra, dans la banlieue de Damas.

La deuxième catégorie est dédiée aux armes dites « réservées ». Elle est implantée dans des sites ultra-secrets près d'Alep, Homs et Tartous. Il s'agit de dépôts de missiles sol-air, non destinés au conflit syrien, que l'Unité 108 se charge ensuite de transférer vers le sud Liban.

BLOCUS DU QATAR

Lobbying intensif de Doha aux États-Unis pour contrer ses voisins

Depuis l'instauration, en juin 2017, du boycott imposé au Qatar par la coalition des pays arabes modérés (Arabie saoudite, Émirats Arabes Unis, Egypte et Bahreïn), les autorités de Doha ont mis en place une gigantesque et coûteuse stratégie de lobbying aux États Unis, en vue de faire entendre leurs points de vue et d'améliorer leur image écornée par une multitude de soupçons et d'accusations de corruption et de financement de l'extrémisme islamiste.

Selon un document confidentiel américain, une vingtaine de sociétés de lobbying, de droit et de relations publiques, basées à Washington DC ou à New York, ont été mises à contribution dans le cadre de cette opération qatarie de lobbying. Le contrat le plus faramineux concerne l'Ashcroft Law Firm, appartenant à l'ancien procureur général des Etats-Unis, sous l'administration Bush (2001-2005), John Ashcroft, qui perçoit des qataris un forfait de 2,5 millions de dollars par trimestre.

La firme Avenue Strategies Global LLC a perçu du Qatar,

en 2017, des rémunérations mensuelles variant de 150.000 à 750.000 \$; Information Management Services INC perçoit 375.000\$ par mois depuis juin 2017 ; Stonington Stratégies, appartenant Nick Muzin, ancien collaborateur du sénateur taxant Ted Cruz, reçoit des rémunérations mensuelles allant de 150.000 à 300.000 \$.

Six autres firmes (Venable LLC, Portland PR, Mercury Public Affairs, Nelson Mullings Eiley & Scarborough LLC, Blue Front Strategies, Conover & Gould Strategic Communications) sont rémunérées par le Qatar entre 100.000 et 150.000 \$ par mois.

Et Huit firmes de moindre envergure (Levick Strategic Communications, Gallagher Group, SGR Government Relations & Lobbying, McDermott Will & Emory, Tigercomm LLC, Husch Blackwell Strategies, Iron Bridge Strategies, Hawksbill Group) perçoivent des rémunérations de moins de 50.000 \$ par mois.

D'autres sociétés, telles que Lumen Advisors ou Pillsburg, Winthrop, Shaw & Pittman LLP, facturent leurs prestations au Qatar sur la base d'un tarif horaire allant de 500 à 1000 dollars. ●

AFRIQUE FRANCOPHONE

Nouvelle structure terroriste ciblant les occidentaux et les investisseurs du Golfe

Selon un rapport confidentiel européen, le commandement central d'al-Qaida a récemment mis en place une structure spécialisée destinée à renforcer son implantation en Afrique francophone. L'objectif est de créer un front djihadiste en Afrique de l'Ouest, à l'image de ce que les Shebab somaliens et al-Qaida en Péninsule Arabique (AQPA) opèrent en Afrique de l'Est, à travers leurs tentacules au Kenya, en Tanzanie, à Zanzibar et à Djibouti.

Cette nouvelle structure ciblant l'Afrique francophone a été confiée par l'émir en chef d'al-Qaida, Ayman al-Zawahiri, à deux vétérans du djihad, Abou Mohamed al-Masri et Nazir al-Raghib, considérés comme de fins connaisseurs de l'Afrique, puisque ils figurent parmi les cerveaux des attentats contre les ambassades américaines à Nairobi et Dar Essalam, en 1998. Outre le recrutement de djihadistes locaux et la mise en place de bases d'entraînement et de zones de repli, cette nouvelle structure s'active aussi pour monter des « cellules donatrices » composées d'éléments djihadistes disposant de documents qui leur permettent de voyager sans visas en Europe, afin de servir de « courroie de transmission » à de futures opérations terroristes visant le Vieux Continent.

Plusieurs pays sont dans le viseur de cette structure francophone d'al-Qaida : le Mali, le Sénégal, le Niger, le Tchad, le Burkina faso, la Mauritanie. Mais, un intérêt plus particulier est accordé aux pays du Golfe de Guinée qui pourraient être ciblés en raison des intérêts pétroliers occidentaux et des investissements des pays arabes du Golfe fortement implantés dans cette zone. ●

Libye : Les djihadistes à l'assaut des stocks chimiques de Kadhafi

De plus en plus de sources au sein de la communauté européenne du renseignement évoquent des efforts soutenus de groupes djihadistes visant à mener des attaques chimiques en Europe. À cet effet, une source d'inquiétude toute particulière requiert l'intérêt des services antiterroristes. Il s'agit de munitions issues de l'arsenal chimique de Kadhafi, autrefois entreposées dans des centres militaires secrets à Sabha, la capitale du Fezzan.

Cette région désertique, située à 600 kilomètres au sud de Tripoli, qui était un ancien fief des forces pro Kadhafi, se trouve actuellement à la merci de groupes djihadistes qui cherchent à mettre la main sur ces arsenaux sensibles. ●

Al-Qaida expérimente de faire exploser des portables à distance !

Longtemps éclipsée par l'ascension de son concurrent Daech, al-Qaida ambitionne d'opérer un retour retentissant au devant de la scène terroriste internationale. Ainsi, un service de renseignement occidental s'est procuré des informations très inquiétantes faisant état de tests expérimentaux menés par l'organisation que préside l'Égyptien Ayman al-Zawahiri, en vue de faire exploser des téléphones portables, à distance, en utilisant des virus informatiques. Un procédé qu'al-Qaida pourrait utiliser pour perpétrer des assassinats de personnalités ou pour déclencher des téléphones servant de détonateurs à des charges explosives. ●

G5 – Sahel : La force antiterroriste s'équipe de drones chinois

Les forces antiterroristes du G5 - Sahel, qui regroupent des troupes issues des armées de cinq pays de la bande sahélo-saharienne (Tchad, Niger, Mali, Mauritanie et Burkina Faso), viennent d'être équipées de drones chinois fabriqués par la firme Poly Technologies. Ce groupe public chinois spécialisé dans les technologies de pointe, civiles et militaires, est de plus en plus présent en Afrique occidentale et au Nigeria. ●

TERRORISME

Daech : projets d'attaques à la « pâte de cyanure »

Un rapport confidentiel émis par une grande agence de renseignement fait état d'une nouvelle forme de menace terroriste envisagée par Daech. Selon ce document, l'organisation d'Abou Bakr al-Baghdadi ambitionne de mener des attaques chimiques visant les moyens de transport des grandes métropoles occidentales.

Défait dans ses anciens bastions en Irak et en Syrie, Daech cherche à se venger en confiant à des étudiants chimistes le développement d'un nouveau type d'attaques usant de fines couches de pâtes de cyanures pouvant être collées sur les accoudoirs des sièges d'avions, sur les bandes-lettes d'appui dans les bus ou sur les barres de maintien dans les métros, afin d'empoisonner les voyageurs.

Cette menace est d'autant plus sérieuse que Daech a déjà expérimenté des procédés semblables collés sur les poignées des portes de véhicules militaires en Irak. ●

FRANCE Changements en cascade à l'Elysée

Dans le cadre d'un très inhabituel et profond mouvement diplomatique en préparation, plus de 68 postes pourraient changer de titulaire. Parmi les nominations les plus importantes : Philippe Étienne, actuel chef de la cellule diplomatique de l'Elysée pourrait être nommé ambassadeur à Washington. Il serait, dans ce cas, remplacé à l'Elysée par Aurélien Lechevallier, l'actuel conseiller diplomatique adjoint, ou Emmanuel Bonne, actuellement directeur de Cabinet de Jean-Yves Le Drian au quai d'Orsay.

Par ailleurs, le secrétaire général de l'Elysée, Alexis Kohler, pourrait partir dans le privé. Parmi ses successeurs potentiels, Nicolas Revel, l'actuel directeur général de la caisse nationale d'assurance maladie. Il était le voisin de bureau à l'Elysée d'Emmanuel Macron, lorsqu'il était secrétaire général adjoint, sous François Hollande.

Également en préparation, le départ à la retraite de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major particulier du président Macron. Il pourrait être remplacé par le général Thierry Burkhard, ancien conseiller militaire de François Hollande et actuel inspecteur général de l'armée de terre. Autre candidat possible, le vice-amiral Jean-Philippe Rolland, chef de la force d'action navale. Mais le corps de l'armée de terre revendique vivement la place.

On évoque aussi la venue à l'Elysée de plusieurs hauts cadres militaires de la Direction du Renseignement Militaire (DRM). ●

Large remaniement ministériel ou gouvernement d'union ?

Le président Emmanuel Macron prépare un important remaniement ministériel qui pourrait intervenir durant l'été. Le nouveau gouvernement sera en charge d'appliquer les décisions récemment annoncées par le Président, mais aussi de préparer activement sur le terrain les prochaines échéances électorales (scrutins municipaux et régionaux), pour tenter d'implanter au niveau local et régional les réseaux et soutiens du parti du Président, La République en Marche.

En prévision de ce remaniement, les proches du président Macron affirment qu'il compte lancer « *de larges consultations, à gauche, au centre et à droite* ». Par contre, il n'a pas encore pris de décision définitive quant à un éventuel gouvernement d'union ou de rassemblement. Les résultats des prochaines élections européennes pourraient être décisives à ce propos. Une chose est sûre, le président Macron souhaite créer un ministère inédit des organisations de la société civile.

Selon les différents scénarios, qui sont toujours à l'étude, le prochain premier ministre pourrait être Jean-Yves Le Drian, Jean-Louis Borloo, Gérard Darmanin ou Sébastien Lecornu.

Affaire libyenne de Sarkozy : le volet Djibouti !

Le volet judiciaire de l'affaire libyenne de l'ex-président Nicolas Sarkozy s'étend à présent vers Djibouti. Ce nouveau rebondissement dans l'enquête est l'œuvre du juge d'instruction Serge Tournaire, qui a discrètement entendu le financier Wahib Nacer, dont le nom est apparu dans les enquêtes judiciaires. Il s'agit d'un proche de l'intermédiaire Alexandre Djouhri, lui-même en attente d'une décision de la justice londonienne suite à une commission rogatoire française réclamant son extradition.

Renouveau au parquet financier

Eliane Houlette, la procureur en charge du parquet financier va prendre sa retraite. Le nom de Bruno Dalles, l'actuel responsable de Tracfin, est évoqué pour la remplacer. L'Elysée réfléchit aussi à la création d'un poste de coordinateur judiciaire des affaires de corruption, en liaison avec les services de police et du renseignement.

Nouvelle structure antiterroriste

A la demande du président Emmanuel Macron, une nouvelle structure antiterroriste est en préparation. Elle sera en charge de mieux coordonner le suivi des individus radicalisés figurant aux fiches S et autres bases documentaires sur les personnes à risques.

Par ailleurs, l'Elysée travaille sur l'élargissement des pouvoirs des groupes d'évaluation départementaux sur les individus radicalisés. Les services sociaux, universitaires et médicaux seront mieux associés aux unités d'analyse de la DGSI, de la police judiciaire et de la gendarmerie. Et les juges chargés du suivi des jeunes seront systématiquement consultés.

Le Fichier des Signalements pour la Prévention de la Radicalité à caractère Terroriste (FSPRT) va être doté de nouveaux moyens logistiques et électroniques, avec notamment des super-ordinateurs.

Autre innovation discrètement en préparation : la création, pour les agents infiltrés (renseignement humain), d'un statut de « repentis » et de « témoins sous protection », comme aux États-Unis.

ANTITERRORISME Qui héritera du nouveau poste de procureur antiterroriste ?

L'Elysée suit de très près la création d'une nouvelle fonction de procureur de la république chargé de l'antiterrorisme. Un magistrat sera nommé cet été à ce poste clé. Marc Trévidic, l'ancien juge d'instruction au pôle antiterroriste du tribunal de grande instance de Paris, est poussé par ses pairs. Mais, pour l'instant, le cabinet du garde des sceaux et le conseiller juridique du Président penchent pour Jean-François Ricard, le prédécesseur de Trévidic au pôle antiterroriste, actuellement à la cour de cassation.

La direction des affaires criminelles et des grâces, au ministère de la justice, pousse pour Anne Kostomaroff, une magistrate qui gère déjà, pour la Place Vendôme, des affaires liées au terrorisme, à travers l'AGRASC, l'agence en charge de la confiscation des biens des personnes et des organisations criminelles.

Selon nos sources, en plus de la création du poste clé de procureur antiterroriste, des mouvements importants vont avoir lieu, très prochainement, dans la magistrature, avec des promotions pour plusieurs juges antiterroristes. ●

EXCLUSIF

Plusieurs attentats déjoués depuis octobre 2018

Plusieurs attentats ont été déjoués en France, depuis le mois d'octobre dernier. En décembre, une cellule de Daech a préparé un attentat visant les manifestations des gilets jaunes. Un autre attentat a été programmé, depuis l'Allemagne, pour cibler l'aéroport de Roissy Charles de Gaulle.

Par ailleurs, les services antiterroristes ont fait échec à plusieurs attaques programmées contre des établissements scolaires. La dernière en date a eu lieu fin mars dernier.

Selon nos sources, le ministère de l'intérieur voulait communiquer à ce propos. Avec, pour arrière-pensée de calmer les ultras des gilets jaunes. Mais, les services antiterroristes ont demandé de ne pas révéler d'informations à ce sujet, pour ne pas gêner la suite des enquêtes.

Iyad Ag Ghali : projets d'attentats anti-français

Plusieurs notes confidentielles, émises par des services antiterroristes africains et européens, ont récemment fait état d'efforts insistants déployés par le chef djihadiste malien Iyad Ag Ghali, en vue de monter des projets d'attentats ciblant des bases militaires ou des troupes françaises en Afrique.

Chef de file du groupe *Ansar Eddine*, Ag Ghali, a été élu, en mars 2017, à la tête d'une choura unifiant les différentes factions djihadistes au Sahel (*Ansar Eddine*, AQMI, MUJAO et le groupe *al-Mourabitoune* de Mokhtar Belmokhtar), sous l'intitulé de « Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans ». Pourtant, selon les rapports en question, c'est avec AQPA (al-Qaida en Péninsule arabe) qu'Ag Ghali a eu le plus d'échanges secrets et de contacts opérationnels visant à mettre en place ces attaques anti-françaises.

Hausse inquiétante du nombre des radicalisés djihadistes

Selon une note confidentielle du Service Central du Renseignement Territorial (SCRT), le nombre des individus radicalisés de tendance salafito-djihadiste en France a connu une augmentation considérable durant l'année écoulée. En novembre 2017, ils étaient 19.980. Un an plus tard, la SCRT a identifié 29.500 radicalisés considérés comme dangereux à moyen terme et 45.000 à long terme.

Tentative d'attentat visant une centrale nucléaire française ?

Les forces spéciales de la gendarmerie française, en charge de la protection des centrales nucléaires, ont récemment démantelé un réseaux dormant de Daech, composé de sympathisants djihadistes non fichés, qui avaient postulé, avec succès, à des emplois dans une centrale nucléaire en France.

USA - Corée du Nord : « secret deal » sur le nucléaire iranien ?

Selon une source bien introduite à Washington, l'administration Trump a soumis au gouvernement nord-coréen un *secret deal*, selon lequel les États-Unis accepteraient d'établir avec Pyongyang de nouvelles relations diplomatiques et économiques, avec à la clé un programme spécial d'aides, à condition que la Corée du Nord accepte d'échanger avec les États-Unis des informations sensibles détenues par Pyongyang au sujet du programme nucléaire et balistique iranien.

EXCLUSIF

Nouveau type de détonateurs nucléaires iraniens

Des échanges d'informations entre plusieurs services de renseignement européens ont permis d'établir que l'Iran mène actuellement, dans un laboratoire militaire secret, près de Téhéran, des recherches très avancées en vue de produire un puissant et très stable explosif à base de cyclotriméthylène trinitramine (RDX 44). Cet explosif, connu aussi sous les noms militaires de HMX ou Octogen, est destiné à être utilisé pour l'allumage des missiles balistiques, mais il peut aussi servir de détonateur pour des armes nucléaires. Un certain nombre d'informations à ce sujet ont fait l'objet d'échanges entre le Mossad israélien et les Services américains et européens.

IRAN Face aux sanctions, Téhéran envisage l'« arme des réfugiés » !

Une note récente du centre d'intelligence rattaché au service diplomatique de l'Union Européenne (EU INTCEN) s'inquiète d'un type inédit de répercussions que pourraient subir les pays de l'Union, en raison du durcissement des sanctions américaines à l'encontre de l'Iran et du retrait US de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien.

Parmi les mesures de rétorsion envisagées par Téhéran, face à l'embargo renforcé sur ses exportations pétrolières, la note s'alerte d'un recours probable à l'« arme des réfugiés ». Comme le régime turc de Recep Tayyip Erdogan l'a fait avec les réfugiés syriens, le régime des mollahs envisagerait, en cas de crise majeure, de faire déferler sur l'Europe un million de réfugiés parmi les trois millions de déplacés afghans réfugiés en Iran.

De leur côté, les services antiterroristes européens s'inquiètent du risque d'infiltration d'un tel flux de réfugiés par des groupes terroristes, comme Daech ou al-Qaïda. Et nourrissent, aussi, de vives craintes quant à l'éventualité d'une manipulation de ces groupes par les services iraniens ou par les Pasdarans, les gardiens de la révolution iranienne. ●

Détroit d'Ormuz : Les forces maritimes se dotent d'une nouvelle génération de drones d'attaque

Les forces maritimes iraniennes navigant dans le golfe persique et le détroit d'Ormuz viennent d'être dotées d'une quarantaine de pièces d'une nouvelle génération de drones d'attaque appelée Mohajer-6. Ces engins d'environ 6 mètres d'envergure sont dotés d'un nouveau type de missiles air-sol appelé Qaem-1. Fabriqués par la compagnie iranienne HESA (Aircraft Manufacturing Industrial Company), les drones Mohajer-6 ont une portée de 150 kilomètres et une durée de vol de 6 à 7 heures.

Pékin forme des ingénieurs iraniens aux technologies d'écoute

Selon une note confidentielle américaine, le programme de coopération sécuritaire entre la Chine et l'Iran s'est accentué, avec la mise en place récente de sessions de formation dans le cadre desquelles des ingénieurs iraniens de la firme gouvernementale « Iran Electronics Industry » sont initiés aux nouvelles technologies d'écoute et d'interception de communications au sein d'un département spécialisé de l'armée populaire chinoise (12^{ème} bureau du 3^{ème} département).

Allemagne : échanges illicites entre Iraniens et Nord-coréens

Les services secrets allemands (BND) ont récemment alerté leurs homologues européens et américains au sujet d'échanges illicites opérés entre des diplomates iraniens et nord-coréens à Berlin. Selon l'alerte allemande, les échanges en question ont consisté à fournir à l'ambassade iranienne de la documentation scientifique et des plans secrets relatifs aux technologies nucléaires et balistiques.

Grand sommet Russie-Afrique en préparation à Sotchi

La Russie effectue, à son tour, un grand retour sur le continent africain, à travers le renforcement de sa présence diplomatique et militaire et de ses investissements économiques. Le président Poutine a même créé au Kremlin un bureau spécial dédié à l'Afrique. Et un sommet Russie-Afrique, le premier du genre, est prévu à Sotchi à la mi-octobre prochain. Le maître du Kremlin compte y accueillir 70 chefs d'Etats africains.

La préparation de ce sommet est confiée au diplomate Iouri Ouchakov, présent sur tous les fronts diplomatiques importants pour Moscou (Iran, Yémen, Turquie, Trump, Europe...). Alexandre Stonglev, conseiller spécial du président Poutine et président de la fondation Roskangress, est aussi associé au projet. C'est lui qui est notamment en charge de la préparation des visites de Poutine au forum de Davos. En France, il est très proche d'un ancien conseiller de Nicolas Sarkozy, l'ex-député Jean-Pierre Thomas, connu pour ses liens étroits avec la diplomatie d'affaires russe.

AFRIQUE Regain d'intérêt américain pour l'Afrique centrale

L'administration américaine commence à s'intéresser davantage à la région de l'Afrique centrale. La récente visite à Washington du nouveau président du Congo-Kinshasa, Félix Tshisekedi, a été l'occasion pour le département d'Etat de remettre au président Trump un dossier confidentiel préconisant de s'appuyer sur certains chefs d'Etats de la région décrits comme « ayant de l'expérience ».

Le rapport du département d'Etat a notamment mis en avant le rôle central de négociateur du président du Congo-Brazzaville, Denis Sassou N'guesso, qui œuvre activement pour la stabilisation de la région où les risques terroristes sont nombreux, notamment en Centrafrique, au Tchad et au Burkina Faso.

Par ailleurs, le président du Congo-Brazzaville joue un rôle discret mais efficace dans le cadre des efforts visant à résoudre les crises en Libye et dans la région des grands lacs. Raisons pour lesquelles le président français, Emmanuel Macron, s'est entretenu avec lui, à plusieurs reprises, par téléphone rouge, depuis le début de l'année. ●

Compagnon de Benalla et ambassadeur de l'ombre du Qatar !

Le financier controversé Philippe Hababou Solomon, qui a emmené Alexandre Benalla au Tchad, lors de la visite qui a défrayé la chronique, en décembre dernier, en raison de l'utilisation frauduleuse de passeports diplomatiques, est l'un des diplomates de l'ombre recrutés par le Qatar afin d'accroître son influence en Afrique.

Personnage atypique, condamné en France pour faux et usage de faux, Solomon avait débuté comme joaillier à la Place Vendôme. Puis, il a officié, à partir de 2011, comme ambassadeur de l'ombre auprès l'ex-président sud-africain, Jacob Zuma.

Instance tripartite qatarie pour chapeauter le lobbying de Doha en Afrique

Dans le cadre d'une offensive visant à accroître la présence et l'influence du Qatar en Afrique, une instance spéciale a été mise en place par Doha, avec pour mission de chapeauter les opérations de lobbying et de séduction visant plusieurs pays, notamment en Afrique francophone.

Trois personnalités clés du pouvoir qatari président cette instance : Mohamed Bin Ahmed al-Misnad, le conseiller spécial chargé des affaires secrètes et réservées de l'émir ; Khalifa Jassim al-Kawari, le président du fond de développement qatari ; Mohamed Bin Nasser al-Hajri, le patron des services de renseignement qataris.

Par ailleurs, le lobbying qatari compte sur la grande influence développée ces dernières années par le Maroc en Afrique francophone. Le royaume chérifien ayant pris position pour le Qatar dans le conflit qui l'oppose à la coalition des pays arabes modérés, les services qataris tentent de s'appuyer sur leurs homologues marocains pour accroître leur présence et leur influence politique, économique et diplomatique en Afrique.

Erdogan est-il turc ?

Par **Martine Gozlan***

C'est la question que se pose tout amoureux des rives du Bosphore, de leurs coupes bleutées, de cet horizon majestueux et mélancolique, alliage de douceur orientale et de liberté européenne : voilà le sceau et le génie de la Turquie. De quelle boîte noire a donc jailli Erdogan pour réduire cette beauté à néant ? Peut-être de ces cercueils que Victor Hugo imaginait sombrant dans l'eau moirée avec les cris des jeunes victimes... Est-il turc, l'homme qui qualifie de traître Orhan Pamuk, le Proust du Bosphore, prix Nobel de littérature, rêveur inspiré des mystères de Galata ? Est-il turc, l'homme qui veut que toute fille d'Eve se cloître chez elle pour procréer, alors qu'Ankara a donné le droit de vote aux femmes, en 1934, bien avant Paris ?

C'est une femme, précisément, la journaliste Ece Temelkuran, qui évoque dans un remarquable essai (« Comment conduire un pays à sa perte », Stock) les slogans entendus en 2002, dans une réunion de militants de l'AKP : « *Nous sommes le peuple turc. Et quand je parle du peuple, je parle du vrai peuple !* ». Si-nistre avertissement : c'est donc qu'il y avait un faux peuple à abattre. S'adressant à la jeune Ece « *avec la condescendance des machos d'Anatolie* », ces esprits forts développaient ce qui leur tenait lieu de pensée : « *Vous pouvez nous qualifier de mouvement, le mouvement des Vertueux. Nous sommes plus qu'un parti, nous allons tout changer dans ce système corrompu* ». Dix-sept ans plus tard, le « vrai peuple » des « Vertueux », guidé par un gourou notoirement corrompu, a bouleversé l'image et l'atmosphère de la Turquie.

L'éditorialiste Kadri Gursel, l'une des plumes les plus brillantes du quotidien Cumhuriyet avant d'être jeté au cachot (il vient heureusement de sortir du pénitencier de Silivri) écrivait en 2016 : « *La Turquie que nous connaissions ne reviendra pas, une page est en train de se tourner, celle d'une Turquie inspirée par les principes de 1923 qui sont le progrès, la science, la raison, l'égalité des sexes, la laïcité afin de s'harmoniser avec le monde occidental. Cette révolution culturelle, ce proces-*

sus de sécularisation porté par Atatürk, s'est accompli dans une grande douleur, ce dont le mouvement islamiste s'est servi par la suite pour la transformer en une victimisation de nature idéologique. Pour Erdogan, Atatürk est un mot tabou, un nom imprononçable... » Dans cet adieu déchirant au pays adoré (« Turquie année zéro », Le Cerf) Kadri Gursel énonçait les craintes majeures soulevées par le régime d'Erdogan. Il n'est plus question de « démocrature », ce mot forgé pour définir une démocratie vaguement tentée par l'autoritarisme. En faisant adopter par référendum en 2017 une constitution qui lui donne tous les pouvoirs, Erdogan a franchi un palier. « *La démocratie, c'est comme le bus, on en descend une fois arrivé à destination* » clamait-il naguère. Cela fait longtemps qu'il en est descendu. Une lourde porte de fer s'est refermée sur la Turquie, devenue une de ces dictatures qui défigurent, abêtissent et ensanglantent le monde arabo-islamique.

Il est vrai qu'un jour ou l'autre, elles finissent par tomber. Voyez l'Algérie ! Il faut pour cela que le leader suprême ait franchi toutes les bornes. « *Erdogan ira-t-il plus loin ? s'interroge Ariane Bonzon, grand reporter en poste à Istanbul de nombreuses années, dans sa dernière enquête (« Turquie, l'heure de vérité », éditions Empreinte), va-t-il graver la Charia, la loi islamique, dans la Constitution ? Ou inclure des dispositions religieuses dans le Code civil et le Code pénal ? Si cela lui est nécessaire pour rester au pouvoir, il le fera. De toute façon il a réussi à imposer l'Islam comme référent à tous les partis. Le candidat de l'opposition à la mairie d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, qui l'a tout de même emporté, priait publiquement et son épouse défendait le voile...* »

Quelle différence avec Emine, la femme d'Erdogan, qui faisait l'apologie des harems, lieu idéal à ses yeux de l'éducation des femmes ?

Le drame est là : dans le glissement d'un pays vers une idéologie qui serait la négation de lui-même. C'est sous le portrait d'Atatürk qu'Erdogan éradique la laïcité inventée par Mustapha Kemal en 1924. « *Adieu l'Orient !* » titrent à l'époque les journaux du Caire. Aujourd'hui, Erdogan veut s'envelopper dans les caftans, les ors et les guerres du passé. C'est la chute de la chrétienté et la prise de Constantinople en

1453 que ce pseudo-moderne ivre de complotisme ne cesse d'invoquer. Mais son « Palais blanc » de mille pièces et mille serviteurs suffit-il à en refaire un sultan ? Pas un instant. Erdogan est un Turc en toc. ●

* *Rédactrice en chef à l'hebdomadaire Marianne et essayiste. En 2011, alors que Recep Tayyip Erdogan était encore adulé à l'étranger par les naïfs adeptes de « l'islamisme modéré », elle lui avait consacré un ouvrage prémonitoire : « L'imposture turque » (Grasset).*



Iran : entre sanctions américaines et crise de régime

Par **Christian Malard**

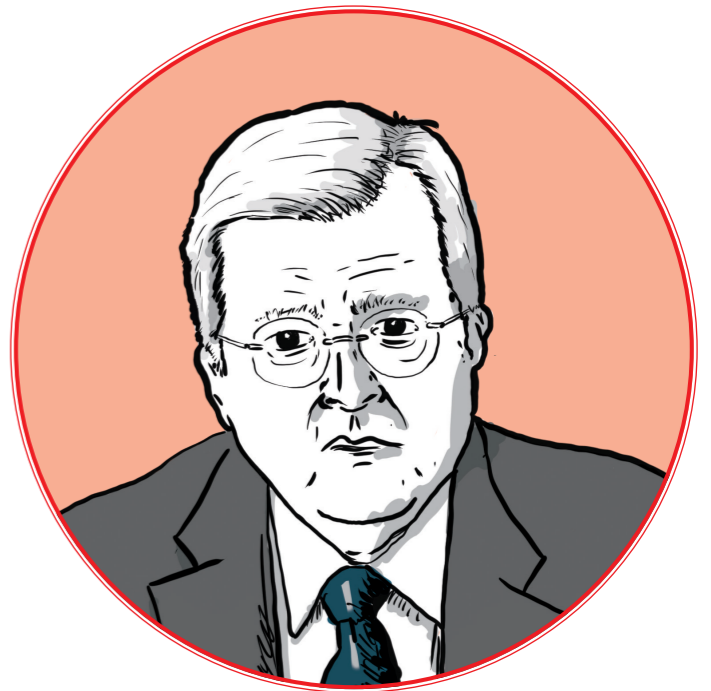
Le 21 mars dernier, jour du nouvel an iranien, le guide suprême de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, surprenait son monde en appelant à « *l'unité et à la reconstruction nationale* ». On s'est alors dit : est-ce que les sanctions américaines commencent à faire leur effet ? La réponse est oui, si j'en crois la plupart des observateurs. Et la crise financière en Iran, exacerbée par les sanctions, touche de plein fouet les milices alliées qui verrouillent la présence et l'influence de l'Iran en Syrie, en Irak, au Liban, au Yémen et dans la bande de Gaza.

Les milices en Syrie ont vu leurs salaires considérablement diminués. Les projets que l'Iran avait promis, pour aider une économie syrienne chancelante, ont avorté. De nombreux combattants du Hezbollah avouent avoir perdu la moitié de leur salaire ou n'avoir pas été du tout payés en janvier et février. Ils déclarent même s'attendre au pire avec d'autres coupes à venir. Même le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, reconnaît les difficultés causées par les sanctions américaines.

Toutefois, une question demeure : toutes ces restrictions financières peuvent-elles avoir un impact sur le comportement de toutes ces milices qui restent attachées idéologiquement à la politique iranienne ? Les réactions des combattants, des officiels et des observateurs vont toutes dans le même sens : les sanctions américaines font mal !

Si, au Liban, le Hezbollah demeure la principale force militaire et un acteur politique incontournable. En Syrie, les iraniens sont amenés à réduire la présence de certaines milices, non seulement à cause des problèmes d'argent, mais aussi parce qu'après 8 années de guerre, Bachar El Assad a défait toute opposition. Cela dit, c'est en Irak que l'Iran va s'impliquer davantage pour y resserrer ses liens politiques et économiques. Les milices, qu'il avait soutenues, seront dorénavant financées par les autorités irakiennes. L'Iran maintient aussi des liens avec des alliés qui se situent de l'autre côté de l'échiquier politique irakien et qui défendent les intérêts iraniens en défiant la présence militaire américaine en Irak.

Maintenant, il faut bien voir aussi qu'il y a une guerre d'influence souterraine entre ceux que nous autres occidentaux appelons, sans doute à tort, les modérés du régime (Hassan Rohani, le président, et Mohamad Javad Zarif, son ministre des affaires étrangères) et le clan des ultra conservateurs incarné par l'ayatollah Ali Khamenei, le guide suprême de la révolution, le général Souleimani, le tout puissant chef d'état-major des armées et le corps des 160.000 Pasdarans (gardiens de la révolution) qui verrouillent tous les secteurs politiques, économiques et militaires du pays. Aujourd'hui, cette guerre



est bien ouverte. On peut même parler d'un début de crise de régime.

Hassan Rohani et Javad Zarif risquent, à présent, de payer le prix de l'ouverture qu'ils ont prônée envers les occidentaux. Les ultra conservateurs du régime ne leur pardonneront pas de ne pas avoir obtenu les dividendes escomptés de l'accord sur le nucléaire. Ils ne croient pas davantage au système de troc instauré par les Européens pour contourner les sanctions américaines et mieux assurer leur survie économique.

En effet, quelques jours après l'annonce de la mise en place du système de troc, Khamenei, qui a le dernier mot sur toutes les décisions de politique étrangère, a lancé une mise en garde, affirmant que son pays ne devrait pas faire confiance aux Européens.

Tout cela pourrait donc laisser augurer d'un désaveu des modérés, un repli du régime sur lui-même, avec un durcissement de sa politique vis-à-vis des Etats-Unis, d'Israël et de l'Europe. Avec, à la clef, un éventuel retrait de l'accord sur le nucléaire, une relance par l'Iran de son programme nucléaire, sans oublier le maintien des troupes iraniennes sur le territoire syrien et du Hezbollah au Liban.

Si tel était le cas, je ne suis pas sûr qu'Israël, les Etats-Unis et leurs alliés dans la région resteraient les bras croisés ! ●

* *Expert en politique internationale et consultant diplomatique*

Tariq Ramadan, la magie d'un (faux) titre universitaire !

Par **Ian Hamel***

Comment un Suisse, d'origine égyptienne, a-t-il pu séduire, à partir des années 90, autant de jeunes musulmans des banlieues françaises ? Certes, Tariq Ramadan parle bien. Grand, mince, élégant, il a du charisme, un sourire charmeur. Un discours parfaitement adapté à son auditoire. Mais l'essentiel n'est pas là. Il est le petit-fils d'Hassan al-Banna, le fondateur des *Frères musulmans* égyptiens. Une telle lignée, cela en impose quand ceux qui vous écoutent tirent le diable par la queue. Et que leurs parents, venus du bled, ont trop vite quitté l'école et alignent les petits boulots.

Et surtout, les autorités françaises ont fait à Tariq Ramadan un superbe cadeau, en lui interdisant le territoire français pendant quelques semaines, de novembre 1995 à mai 1996. Dorénavant, pour les jeunes des cités, il est le rebelle. Celui qui combat l'Occident dominateur et arrogant. Le bourgeois suisse n'hésite pas à se comparer à Malcolm X. Malgré tout, il lui reste juste une petite touche à rajouter pour peaufiner son image. A l'époque, il n'est que professeur de français dans un collège de la banlieue genevoise. Ce n'est pas dévalorisant, mais pas suffisant pour passer pour un intellectuel.

Il part à la conquête de la petite université catholique de Fribourg (10.000 étudiants). Que leur propose-t-il, en 1997 ?

Donner bénévolement chaque semaine un exposé d'une heure, intitulé « introduction à l'islam ». Ça tombe bien : la Suisse, qui n'a pas de passé colonial, comptait très peu de musulmans, avant les guerres des Balkans. Depuis, elle a accueilli des Bosniaques, des Kosovars, des Macédoniens. Dorénavant, Tariq Ramadan se présente dans tous les colloques et conférences en France, au Canada, en Afrique, comme « professeur de philosophie et d'islamologie de l'Université de Fribourg ». Il se donne encore ce titre dans *Le Monde* du 31 mars 2005... alors que l'université de Fribourg avait fini par se passer de ses services un an plus tôt !

Mais le plus grave ne réside-t-il pas dans l'aveuglement des animateurs de télévision et des journalistes, qui n'ont jamais cessé de lui tendre leurs micros ou leurs stylos ? Aucun n'a



pris la peine de vérifier, alors que cette imposture est racontée en détails, depuis plus de dix ans, dans plusieurs biographies consacrées à Tariq Ramadan. Il fallait attendre le 16 février 2018 pour que le vice-président du Parti socialiste du canton de Fribourg interpelle le Parlement cantonal : « L'accusation de "faux professeur" est lourde de sens. Elle impliquerait que notre université ait pu se faire bernier sur le statut académique de Tariq Ramadan. Elle impliquerait aussi et surtout que les étudiant-e-s qui ont été élèves dudit islamologue aient été trompés-es ».

Le rectorat de Fribourg lui a aussitôt répondu que « Tariq Ramadan n'était ni professeur, ni même assistant » ! ●

* *Journaliste et écrivain, spécialiste des Frères musulmans*

2019, la nouvelle « guerre de s drones » ?

Par **Roland Jacquard***

Les drones, petits engins volants télécommandés à distance, ont fait leur apparition dans le monde du renseignement et de la lutte antiterroriste, le 7 septembre 2000. Un an, presque jour pour jour, avant le tournant tragique des attaques du 11 septembre 2001, un drone de type Predators a survolé une ferme où séjournerait le leader d'al-Qaida, Oussama Ben Laden, au sud de Kandahar, dans le cadre d'une mission de reconnaissance qui porta le nom de code d'« Afghan Eyes ».

Les experts antiterroristes se sont émus de la qualité des images captées par ces petits « oiseux de fer », nettement plus précises que celles des satellites espions. Ils prédisent, alors, aux drones un rôle de premier rang dans le renseignement antiterroriste. Un rôle qui va, très vite, dépasser toutes les prédictions. Car, après le 11 septembre, les services américains, lancés aux trousses des chefs d'al-Qaida, ne se sont pas contentés de faire des drones des outils de collecte d'informations visant à débusquer les chefs terroristes. Ils en ont fait des « machines à tuer », en les équipant de

missiles *Hellfire*. Les drones ainsi armés pouvaient frapper et pulvériser instantanément les cibles terroristes dès qu'ils les localisent.

A l'époque, l'armée de l'air américaine ne disposait que de cinq drones. Équipés de missiles air-sol, ils ont très vite montré toute l'étendue de leur efficacité. Et il n'a fallu que 9 jours à ces cinq « oiseux de fer » lancés au dessus de Kaboul, à partir du 7 novembre 2001, pour réaliser un exploit de taille.

En effet, le 16 novembre, un Predator armé de missiles *Hellfire* a repéré le numéro 3 d'al-Qaida, Mohamed Atef, alias Abou Hafz al-Masri, dans une petite maison des quartiers ouest de Kaboul. La cible est aussitôt pulvérisée par le drone. Atef, son adjoint Abou Ali al-Yafi' et six de leurs gardes sont tués sur le champs.

Un programme de fabrication en chaîne de drones armés de missiles air-sol a alors été lancé. En mai 2004, General Atomics, le fabricant des Predators, en livre trente exemplaires à l'armée de l'air US.

Et ce fut aussitôt le début d'un « guerre des drones », durant laquelle plus d'un million d'heures de vol de ces engins télécommandés ont été effectuées, durant

sept ans, dans les zones tribales afghano-pakistanaïses. Cela a donné lieu à plus 80 milles missions d'« assassinats ciblés » qui ont permis l'élimination de 2588 cibles terroristes, dont 1357 membres d'al-Qaida.

Plus tard, cette « guerre des drones » s'est poursuivie, avec la même et terrifiante efficacité, sur d'autres front djihadistes, au Yémen, au Sahel, en Libye et bien sûr dans les fiefs syro-irakiens de Daech.

Mais, les organisations terroristes, qui ont longtemps subi les affres des attaques de drones, nourrissent désormais l'ambition de maîtriser, à leurs tour, ces « oiseux de fer », pour en user comme une nouvelle arme technologique lors de futurs attentats djihadistes.

La menace n'est pas tout à fait nouvelle. Depuis 2015, les combattants de Daech ont recours à des drones civils, vendus librement dans le commerce, qu'ils utilisent pour des missions de reconnaissance, mais aussi d'attaque. En les équipant de grenades ou de petites charges explosives de quelques centaines de grammes, ils menaient, jusqu'à l'effondrement des fiefs du Califat, une moyenne de 60 à 100 attaques télécommandées par mois, notamment contre les combattants kurdes et les forces spéciales américaines et françaises.

Un rapport confidentiel américain, intitulé « *The Islamic State and Drones : Supply, Scale and Future Threats* », affirme que la chute du Califat n'a pas mis fin au programme daechien d'utilisation des drones à des fins terroristes. Selon ce rapport, des documents saisis après la reprise de Mossoul ont montré que

Daech a mis en place au sein de son « comité de la fabrication et du développement militaire » une unité dédiée à la maîtrise de la technologie des drones.

De son côté un rapport Français, intitulé « *L'Etat Islamique cherche à fabriquer des drones munis d'explosifs de haute intensité* », s'alarme du fait que les tests menés sur des engins développés par Daech, notamment en modifiant des drones de fabrication chinoises de type DJI, ont permis de les équiper de charge explosives de plus haute intensité pouvant atteindre 4,9 Kg.

L'importance des charges explosives dont ces drones modifiés peuvent désormais être équipés, conjuguée à la nette amélioration de leur précision de largage, font craindre aux services antiterroristes l'apparition d'une nouvelle forme d'attaques télécommandées, qui ne seront plus confinées aux seules zones djihadistes syro-irakiennes.

On se dirigerait alors vers une « nouvelle guerre des drones » dirigés contre des cibles civiles ou de sites sensibles, à travers des « systèmes kamikazes volants robotisés ou télécommandés ».

Pis encore, le « Plan d'action contre le terrorisme », révélé par le gouvernement français, le 13 juillet dernier, a pointé la « montée en compétences techniques des personnes radicalisées », évoquant dans le point d'action n°19 (le plan comporte 32 points d'action antiterroristes), visant à « anticiper la réponse aux menaces émergentes – nucléaire, radiologique, chimiques, explosifs et drones », l'existence du « risque d'un usage malveillant des drones de la gamme commerciale ».

Si cette l'hypothèse venait à se concrétiser, l'utilisation malveillante des drones accompagnée d'un recours inédit à des charge explosives chimiques ou radiologiques, communément appelés « bombes sales », risque de faire de la « nouvelle guerre des drones », qui s'annonce, un enjeu majeur pour le contre-terrorisme, durant les mois et années à venir. ●

* *Écrivain et consultant, président du Roland Jacquard Global Security Consulting (RJGSC)*



QatarCharityGate

Le livre choc sur le financement des Frères musulmans par le Qatar

Qatar Papers est un livre qui ressemble à ses auteurs et leur tempérament tout en retenue. Soucieux de l'objectivité et de la neutralité journalistiques, les deux reporters et ex-otages en Irak (2004), se défendent d'avoir écrit un « brûlot anti-Qatar ». Pourtant, leur livre a eu l'effet d'une bombe.

À partir d'un dossier secret contenant une somme impressionnante de documents internes de la Qatar Charity, qu'ils ont reçu d'une source confidentielle, ils sont parvenus à dresser une cartographie d'une précision terrifiante de 140 projets islamiques financés par le Qatar à travers l'Europe, tous liés au Frères musulmans. Avec, à la clé, de généreuses dotations de plusieurs dizaines de millions d'euros, dont 25 millions ont été alloués à des projets en France.

Christian Chesnot et Georges Malbrunot : Ce que nous avons découvert sur Qatar Charity nous a stupéfaits !

Propos recueillis par
Atmane TAZAGHART et Nicolas CHENE

Après avoir consacré précédemment deux livres aux aspects les moins reluisants de la politique qatarie, intitulés *Qatar, les secrets du coffre fort* (Michel Lafon, 2013) et *Nos chers émirs* (Michel Lafon, 2016), Christian Chesnot et Georges Malbrunot reviennent avec un livre choc intitulé *Qatar Papers, comment l'émirat finance l'islam de France et d'Europe*. Entretien.

Qu'est-ce qui vous a le plus surpris lors de votre enquête sur le QatarCharityGate ?

Christian Chesnot : Ce qui nous a étonnés et même stupéfaits, c'est l'ampleur des financements octroyés par le Qatar aux réseaux des Frères musulmans. Plusieurs dizaines de millions d'euros dans toute l'Europe, dont 25 millions en France. Nous avons retracé une cartographie précise et très étendue, qui va de l'Espagne, de l'Italie et qui remonte jusqu'en Norvège et en Suède. Elle passe par des lieux très improbables, comme Jersey, Lugano ou Luxembourg. Et tout cela constitue une toile d'araignée très vaste, qui émaille tout le continent européen.

Evidemment, on se pose des questions : pourquoi ? et au profit de qui ? Et on constate que les financements qataris vont quasi exclusivement aux Frères musulmans, à travers des associations et des personnalités qui leur sont inféodées dans toute l'Europe. Contrairement à d'autres pays qui financent des associations islamiques en Europe, le Qatar n'a pas de ressources humaines. Il a beaucoup d'argent mais très peu de support humain. Alors, il s'est branché sur les réseaux des Frères musulmans établis en Europe depuis les années 1950. Notre enquête montre qu'il y a une véritable connexion entre les deux. En plus, les Frères musulmans sont au cœur de l'ADN politico-religieux du Qatar. Pas seulement en Europe, mais partout dans le monde. Avec, comme tête de gondole, le cheikh Youssef al-Qaradawi.

Quant à la question du pourquoi, on comprend à travers les documents publiés dans le livre, que le Qatar cherche à acheter de l'influence auprès des musulmans d'Europe, dans le but de ré-islamiser ces communautés. En cela, les objectifs du Qatar rejoignent la stratégie mondiale des Frères musulmans, telle qu'on la retrouve dès les premiers écrits de leur fondateur, Hassan al-Banna. Cette connexion est au cœur de l'enquête que nous avons menée à travers ce livre et le film documentaire, que nous avons réalisé en même temps, et qui sera diffusé à la rentrée.

Contrairement aux autres domaines d'« investissement » du Qatar, comme le sport, le commerce de luxe ou le lobbying politique, le but recherché à travers le financement des Frères musulmans n'est pas seulement de la visibilité ou de l'influence, il y a aussi un projet politique et idéologique clairement lié à l'islamisme ?

Georges Malbrunot : Effectivement, derrière l'entrisme opéré par Qatar Charity, au sein des communautés musulmanes en Europe, il n'y a pas seulement une recherche d'influence, mais aussi une volonté de peser sur l'échiquier de l'islam européen où jusque-là les principaux opérateurs étaient l'Algérie, le Maroc, l'Arabie Saoudite, ennemi du Qatar, mais aussi la Turquie, grand allié du Qatar et des Frères musulmans.

Il y a derrière tout cela un objectif qui vise - comme on le voit écrit noir sur blanc dans les documents internes de Qatar Charity que nous publions - à renforcer l'identité islamique des minorités musulmanes d'Europe, à soutenir le travail de la Da'wa (prédication), à rééduquer la jeunesse musulmane, pour en faire une élite islamique apte à prendre sa part d'influence dans les sociétés où vivent des minorités musulmanes en Europe. Et sur tous ces objectifs, on le voit dans les documents que le livre révèle, il y a une filiation directe entre le Qatar et « l'islam politique » [islamisme] des Frères musulmans.

On constate non seulement que plus de 90% des financements qataris vont à des associations proches de la mouvance Frères musulmans. Mais, il y a aussi cette volonté de construire des centres islamiques toujours sur un seul et même modèle. C'est-à-dire, une salle de prière pour les hommes, une salle de

prière pour les femmes, un centre commercial à côté, des salles de classe, un espace culturel et parfois une piscine ou même une morgue !

Cela correspond à la doctrine de l'« islam global », tel que l'a théorisée Hassan al-Banna, dès ses premiers écrits, qui consiste à prendre en charge l'individu musulman de la naissance jusqu'à la mort ! Donc, on est dans un schéma qui vise à transposer et exporter l'« islam politique » des Frères musulmans à destination des communautés musulmanes d'Europe.

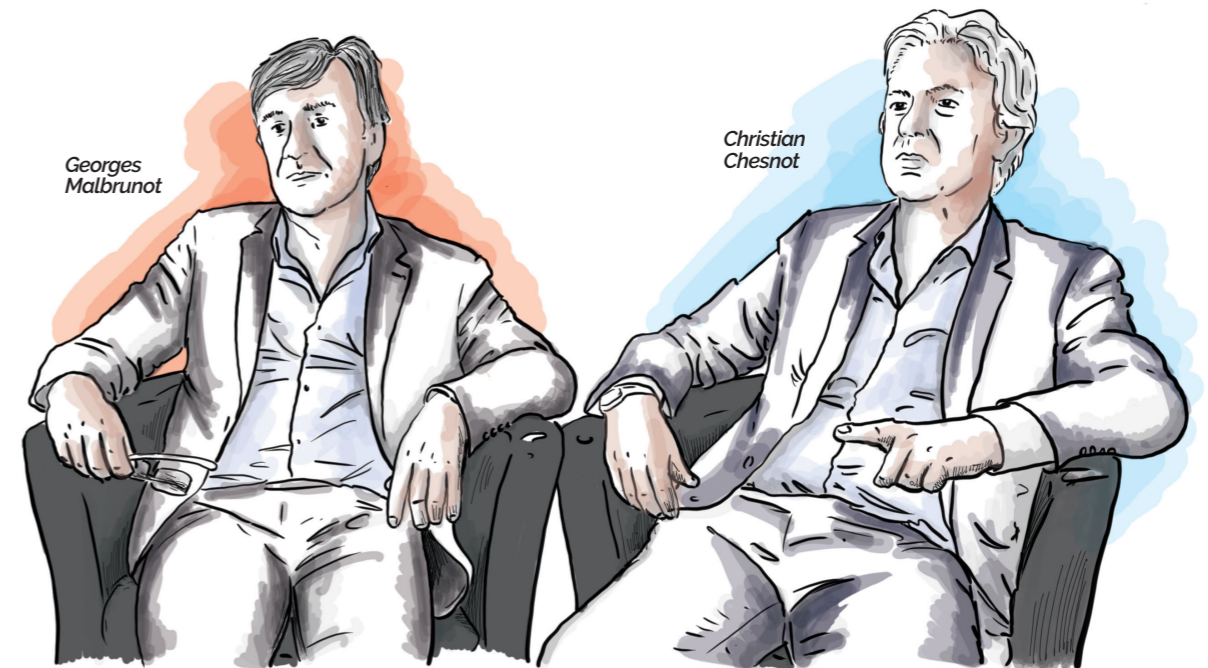
Vous dites dans votre livre que les financements octroyés par le Qatar aux Frères musulmans en Europe ne relèvent pas du financement du terrorisme. Pourtant, vous citez plusieurs exemples de connexions entre les Frères musulmans et le terrorisme djihadiste, comme le cas de Hanan Abou al-Hanna, à Mulhouse ?

Georges Malbrunot : Effectivement on n'est pas dans le financement du terrorisme, à proprement dit. Car les financements de Qatar Charity n'ont rien d'illégal, dans la mesure où les associations financées en Europe ne commettent pas des attentats. Cela étant, il y a parfois - et nous l'avons relevé dans le livre - de la porosité entre l'idéologie néo-islamiste des Frères musulmans et le djihadisme. Il y a effectivement le cas de cette femme à Mulhouse, Hanane Abou al-Hanna, qui était l'assistante de direction de l'association responsable de la grande mosquée financée par Qatar Charity. Elle a été tuée dans l'assaut des policiers du RAID contre la prison où elle a introduit un couteau que son compagnon radicalisé a utilisé pour poignarder deux gardiens.

Il y a donc, ça et là, des porosités entre la mouvance des Frères musulmans et le terrorisme djihadiste. D'ailleurs, historiquement, cela n'est pas un phénomène nouveau. Les leaders actuels d'al-Qaïda et de Daech, Ayman al-Zawahiri et Abou Bakr al-Baghdadi, sont tous les deux issus des Frères musulmans. Et il y a de nombreux autres exemples, dont le plus illustre est le chef de file des moudjahidines arabes, lors de la guerre anti-soviétique en Afghanistan, Abdellah Azzam. ●



Voire l'intégralité de l'interview et sa version vidéo sur notre site www.global-watch-analysis.com



QatarCharityGate Nouvelles révélations sur la corruption poli- tique et sportive

Le scandale politico-financier lié à la fondation Qatar Charity ne se limite pas au seul volet concernant le financement des Frères musulmans, évoqué par Christian Chesnot et Georges Malbrunot, dans leur Qatar Papers. Notre enquête porte sur de nouveaux aspects de ce scandale relatifs aux malversations sportives et à la corruption politique. Révélations exclusives.

Fondation prétendument caritative, Qatar Charity est soupçonnée, par une enquête britannique dont nous nous sommes procurés les conclusions, de malversations visant à influencer des personnalités politique londoniennes. Après les scandales financiers liés à l'achat du Groupe de luxe parisien « Printemps » et du prestigieux Yacht « Katara », au profit de l'ancien émir du Qatar, cheikh Hamad Bin Khalifa Al-Tahni, c'est un autre investissement qatari en France qui a mis la puce à l'oreille des limiers britanniques.

Il s'agit de l'achat de 5% du capital du géant français « Veolia », leader mondial de services collectifs, par le Groupe « Qatari Diar ». Comme ce fut le cas dans les scandales du « Printemps » et de « Katara », l'investisseur qatari dans l'affaire « Veolia » est soupçonné d'avoir utilisé les montages financiers complexes, mis en place dans le cadre de cet achat, pour masquer des opérations suspectes liées à des financements occultes, au profit de la branche londonienne de la Qatar Charity.

L'affaire « Veolia » a, en effet, alerté les limiers britanniques, chargés d'enquêter sur certaines activités de la « Qatar Charity UK », visant à influencer des personnalités britanniques, dans le but de leur faire adopter des positions favorables au Qatar. Les investigations

britanniques ont renvoyé, à chaque fois, à un personnage central au cœur de ce système de corruption qatari. Il s'agit de Ghanim Bin Saad Al-Saad Al-Kawari, le tout puissant président du Groupe « Qatari Diar » et personnage clé de « Qatar Charity UK » et de « Nectar Trust », qui lui a ensuite succédé.

Selon le rapport confidentiel rendu par les limiers londoniens, le montage financier mis en place dans l'affaire « Veolia » a fait appel à trois sociétés offshores basées au Luxembourg, à Chypre et à Singapour. Et c'est l'argent des commissions occultes, prélevées via ces sociétés, qui a ensuite été utilisé pour s'attirer les faveurs des personnalités politiques britanniques. Les virements provenaient précisément d'un compte utilisé par l'une des dites sociétés à Singapour ! ●

Comment le Qatar a acheté les votes de la FIFA pour la coupe du monde 2022

Les noms de Ghanim Bin Saad Al-Saad Al-Kawari, du Groupe « Qatari Diar » qu'il préside et de Qatar Charity apparaissent aussi dans des investigations menées par le FBI américain et par la justice brésilienne, au sujet de la corruption par le Qatar d'un certain nombre de votants au sein de la FIFA, en vue d'obtenir l'organisation de la coupe du monde de football 2022.

Ces investigations renvoient, à leur tour, au montage financier de l'affaire Veolia. La trace d'une partie de l'argent des commissions relatives à cette affaire a été retrouvée sur un compte de la Banque PASCHE à Monaco. Et c'est à partir de ce compte que des virements ont été versés à des membres de la FIFA, en vue d'acheter leurs votes.

La plus célèbre de ces personnalités, dont le Qatar a acheté le vote, est l'ancien président de ligue brésilienne de football, Ricardo Teixeira, qui était, au moment des votes, membre du bureau exécutif de la FIFA. Il a reçu, depuis ledit compte de la banque PASCHE à Monaco, un virement de 22 millions de dollars en contre-partie d'orienter son vote au profit du Qatar.

AMNI Comment Daech adapte son service de renseignement à l'ère post-califat

S'il est évident que le feu couve encore sous les cendres de l'organisation daechienne, l'une des questions principales, que se posent les spécialistes de la lutte antiterroriste, porte sur les stratégies de survie que Daech va adopter, suite à l'effondrement du proto-Etat du califat, en Irak et en Syrie. Amni, son service de renseignement, se trouve au cœur de cette mutation...

Le document que nous présentons ici est une étude de terrain, intitulée « De la direction du renseignement à la direction de tout : Amni, l'émergent média de liaison daechien », menée par Asaad Almohammad, spécialiste indépendant de la violence politique et du contre-terrorisme, et Charlie Winter, chercheur associé au Centre des Études de la radicalisation du King's College à Londres et au Centre International de la Lutte Contre le Terrorisme de La Haye.

Elle apporte un éclairage important sur les nouveaux modes opérationnels de Daech, retrace ses métamorphoses, notamment celles concernant sa chaîne de commandement, et révèle l'apparition de nouveaux centres de décision au sein de Daech, focalisés autour de sa Direction Générale de la Sécurité (DGS), connue auparavant sous l'acronyme arabe *Amni*.

RETOUR À LA « GUÉRILLA » ?

Si Daech s'est replié sur lui-même, depuis l'effondrement de son rêve de Califat, les auteurs constatent que sa fragilité ne l'empêche pas de renouveler ses modes d'actions. La nébuleuse djihadiste liée à Daech a une présence avérée en Afrique, en Asie et au Moyen Orient. Elle œuvre à attiser les tensions religieuses, notamment entre sunnites et chiites, afin de préserver sa force de nuisance. Et ce à travers des attentats, des assassinats et autres opérations terroristes. Elle revient, ainsi, à des opérations de type guérilla, selon le *modus operandi* insurrectionnel qu'elle a déjà testé et pratiqué en Irak. Des attaques, destinées à redonner à Daech sa « vitalité », qui nécessitent des nouveaux modes de coordination opérationnelle. D'où l'émergence de la DGS devenue prédominante au sein de son commandement.

Cette étude, réalisée pour *Perspectives*

on Terrorism, une publication spécialisée éditée par le think tank américain *Terrorism Research Initiative* (TRI), s'appuie sur des interviews menées entre janvier et octobre 2018, à l'Est de la Syrie. Sur cette base, elle avance dans ses conclusions l'hypothèse que la DGS est l'organe qui a le plus évolué, depuis l'effondrement du califat, pour devenir le cœur du processus décisionnel de Daech.

DU RENSEIGNEMENT À LA PROPAGANDE :

La DGS gère, à présent, plusieurs dossiers dont le recrutement, l'entraînement, l'espionnage, la gestion des centres de détention et de torture, ainsi que la préparation des attentats terroristes en Occident.

Entre Janvier 2017 et Février 2018, après la création du « centre sécuritaire unifié », les pouvoirs de la DGS ont été considérablement renforcés. En plus de la gestion des opérations militaires, elle est désormais en charge des opérations extérieures, du renseignement et aussi des affaires religieuses. Mais c'est à travers la « direction médiatique centrale », et notamment de son « Bureau Média-tique de la Sécurité », qu'elle s'est distinguée et est devenue prédominante dans le commandement de l'organisation.

Pour réaliser des « productions médiatiques centralisées », ce bureau mise sur son agence de presse *A'maq*, qui à la primauté de l'accès aux informations internes à Daech. Informations qu'elle sécurise par le biais d'une stratégie sécuritaire axée sur quatre impératifs :

- **la prévention** : en limitant l'accès à internet dans les rangs de Daech, pour préserver les informations sensibles.

- **la dissuasion** : à travers la restriction de l'accès aux données stockées (data) de l'organisation et, le cas échéant, en appliquant de sévères sanctions pouvant aller jusqu'à l'exécution des djihadistes soupçonnés d'espionnage.

- **la surveillance** : strictement imposée à toutes les personnes et à tous les lieux liés à la production ou au transport des informations sensibles.

A cette stratégie de sécurisation, s'ajoute un volet de propagande basé sur un stricte contrôle des membres de l'organisation, par le cloisonnement et par une « politique de déception » alliant la désinformation et la propagande.

Ainsi, pour faire face aux revers qu'il a subis dans ses fiefs traditionnels au Moyen-Orient, Daech mise sur sa DGS, désormais en charge, à la fois, de mener le combat armé et médiatique. Il en va de sa survie... ●

EXCLUSIF Le Qatar engage d'ex-enquêteurs du FBI et du renseignement militaire israélien pour tenter de stopper les fuites

Mises en difficulté par la multiplication des enquêtes concernant la corruption et les scandales sportifs, les autorités qataries s'inquiètent des répercussions de ces révélations sur la coupe du monde 2022, dont l'organisation lui a été attribuée

par la FIFA dans des conditions entachées de soupçons d'irrégularités.

À cet effet, le Qatar a engagé plusieurs cabinets privés d'enquête, pour tenter d'identifier les sources qui ont orchestré dans les médias internationaux de nombreuses fuites d'infor-

mations et de documents accusant les autorités qataries de corruption. Selon nos sources, au sein de ces cabinets se trouve notamment un ex-enquêteur du FBI et un ancien haut fonctionnaire du renseignement militaire israélien. ●

AMNI métamorphosé en DGS

Créé par Samir Abd Muhammad al-Khelifawi, un ancien colonel-major de renseignement de Saddam Hussein, AMNI, l'ancêtre de la DGS, a longtemps été dirigée par le syrien Abou Mohamed al-Adnani, personnage emblématique de l'organisation, commanditaire de plusieurs attaques terroristes en Europe. À sa mort en 2016, il fut remplacé par son compatriote Ali Musa al-Shawakh, alias Abou Lôqman, et Abou Ayoub al-Ansari. C'est ce dernier, selon les chercheurs, qui a changé la structure de la DGS, pour en faire un département responsable à la fois des dossiers sécuritaires et médiatiques.

INTERVIEW

Theo Padnos : le Qatar m'a utilisé pour financer al-Qaida !

Journaliste et essayiste américain, Theo Padnos, a été enlevé et détenu durant 22 mois par les djihadistes de l'organisation al-Nosra, la filiale d'al-Qaida en Syrie. Durant sa captivité, il a subi de multiples formes de torture, du « simulacre de noyade » rendu célèbre par les « interrogatoires musclés » de la CIA à Guantanamo, aux mises en scène macabres visant à lui faire croire qu'il allait être pendu ou enterré vivant. Il a pourtant gardé espoir, convaincu qu'il allait recouvrer la liberté : comprenant l'arabe, il a pris l'habitude de tendre l'oreille, pour écouter discrètement les conversations de ses geôliers. Il a, ainsi, fini pas comprendre que ses ravisseurs avaient conclu, au préalable, un accord secret avec les Qataris visant à obtenir du financement, sous prétexte du paiement, par Doha, d'une rançon pour sa libération...

Propos recueillis par
ATMANE TAZAGHART

Comment vous êtes vous retrouvé otage de l'organisation al-Nosra, la filiale d'al-Qaida en Syrie ?

J'ai fait connaissance, à Antakya, de trois personnes qui se disaient prêtes à organiser pour moi un voyage de deux ou trois jours, pour aller à Alep puis à Idleb et revenir ensuite en Turquie. Mais, dès que nous avons passé la frontière, il m'ont battu et attaché et m'ont dit en arabe : « nous sommes d'al-Qaida et tu es notre prisonnier » [...] Ils m'ont retenu durant 24 heures encore, avant de me remettre à al-Nosra. Ce fut une journée effroyable durant laquelle ces trois geôliers m'ont soumis pour la première fois à la torture. Ils m'ont attaché les mains au plafond, m'ont fouetté pour me faire avouer que j'étais un espion. Ils me demandaient avec insistance : « pour qui tu travailles ? Qui t'a formé ? Où as-tu appris le métier d'espion ? » Puis, ils m'ont soumis à la technique dite de « simulacre de noyade » et disaient en rigolant : « tu vois, c'est comme à Guantanamo » !

Quand avez-vous entendu parler pour la première fois d'une rançon proposée par le Qatar pour vous faire libérer ?

Dès les premiers jours de ma détention, j'ai entendu dire que mes ravisseurs étaient en contact avec un émissaire qatari [...] Et petit à petit, à travers les bribes de discussions que je captais, j'ai fini pas comprendre que mes ravisseurs étaient de mèche avec les Qataris, dès le départ ; qu'ils avaient convenus d'enlever des otages pour les faire libérer moyennant rançons. Personne ne me l'a dit de façon explicite, mais j'ai compris, petit à petit, qu'il y avait un

deal secret avec les Qataris ; que ces rançons étaient un moyen détourné pour Doha d'octroyer du financement à al-Nosra, sans être soupçonné de financer le terrorisme. J'en étais convaincu.

Cette conviction vous a-t-elle aidé à tenir le coup durant vos longs mois de captivité ?

Oui, ça m'a aidé à garder espoir. Mais, mes ravisseurs ont pris un malin plaisir à me faire croire constamment qu'ils allaient me tuer. Maintes fois, ils sont venus dans ma cellule et m'ont dit : « prépare-toi, nous allons revenir dans 5 minutes pour t'exécuter selon le rite islamique ». Une fois, ils m'ont conduit vers une salle de torture qu'ils appelaient la « chambre de la mort », m'ont fait monter sur un échafaud et m'ont mis la corde au cou. Leur émir s'est, alors, avancé vers moi et m'a dit : « tu es un espion, il faut le reconnaître. Je sais que les espions américains sont entraînés à ne pas avouer, mais là tu vas mourir de toute façon et il vaut mieux avouer avant d'aller en enfer » !

Une autre fois, ils sont venus me chercher et m'ont conduit vers un champs voisin où il y avait une tombe creusée au préalable. Ils se sont mis à me rouer de coups et s'agitaient autour de moi, en disant : « tu vas mourir comme un animal, nous allons t'enterrer vivant comme un insecte ». Puis, ils m'ont poussé dans la tombe et se sont mis à me couvrir de terre. Je me débattais de toutes mes forces, mais j'avais les mains et les pieds liés et n'arrivais pas à ôter la terre de mes yeux et de ma bouche. Et soudain, ils se sont arrêtés et sont partis, me laissant ainsi durant deux heures, avant de me faire sortir de la tombe et me remettre dans ma cellule.

Avez-vous subi d'autres formes de torture ?

J'ai été régulièrement battu, fouetté, affamé, torturé à l'électricité. J'ai passé les sept premiers mois de ma captivité avec les mêmes vêtements, sans pouvoir me laver ou me brosser les dents. J'étais infesté de poux, dans un tel état de crasse que j'en suis arrivé à souhaiter ma mort...

Pour en revenir à votre libération et à la rançon payée par le Qatar, comment les choses se sont déroulées ?

À l'époque, j'étais détenu à Deraa,

dans le sud de la Syrie. Un jour, j'étais dans ma cellule, quand l'émir Abou Mariya al-Qahtani est venu me voir et m'a dit : « prépare-toi, nous allons te renvoyer aujourd'hui-même chez ta mère » ! Ils m'ont mis à l'arrière d'un pickup et ont roulé au sud vers la frontière jordanienne. J'ai cru, un moment, qu'ils allaient me libérer via la Jordanie, mais ils ont ensuite longé la frontière vers le Golan et m'ont remis aux forces de l'Onu stationnées à la frontière syro-israélienne.

Plus tard, lorsque je me suis rendu à Doha, deux mois après ma libération, le

ministre des affaires étrangères m'a dit que le Qatar a exigé d'al-Nosra que je sois libéré via Israël, de crainte de me voir, à nouveau, kidnappé, par d'autres djihadistes, si j'étais libéré en Jordanie.

Qui avez-vous rencontré lors de votre séjour au Qatar ?

J'ai d'abord rencontré le chef des services secrets [Saâda al-Qobeissi], puis le ministre des affaires étrangères [Khalid al-Attiyah]. Je tenais à leurs expliquer qu'al-Nosra et al-Qaida étaient une seule et même organisation [...] J'ai dit au ministre : « en coopérant avec al-Nosra, vous soutenez des terroristes et contribuez à détruire la Syrie » !

Qu'a-t-il répondu ?

J'étais dans son bureau au ministère et notre discussion était cordiale. Il m'a donc donné une réponse polie et diplomatique. Il m'a affirmé qu'il connaissait bien les gens d'al-Nosra et leur faisait une totale confiance [...] J'ai alors dit au Ministre Qatari que les gens d'al-Nosra chantaient tous les jours : « Notre leader est Ben Laden. Nous avons détruit les Etats-Unis avec un avion civil. Nous avons réduit le World Trade Center en poussière ». J'ai chanté ce chant devant lui, en arabe, dans son ministère. Et il s'est exclamé : « à ce point ! sérieusement ? c'est ce qu'ils chantent ! »

Et avec le chef des services secrets, de quoi avez-vous parlé ?

Il m'a raconté qu'un émissaire américain était venu le voir à Doha, avec ma photo et celles d'autres otages américains détenus en Syrie, lui demandant s'il pouvait interférer en notre faveur. Le chef des services qatari m'a dit avoir répondu à l'émissaire américain : « je ne peux rien vous promettre, en ce qui concerne James Foley, Kayla Mueller et Peter Kassig, car ils sont aux mains de Daech. Mais, pour Theo Padnos, oui. Je vais le faire libérer » !

Cela vous a-t-il conforté dans la conviction, que vous aviez dès le début de votre détention, que vos ravisseurs étaient de mèche avec les Qataris ?

Oui, oui. Absolument ! ●



Voire l'intégralité de l'interview et sa version vidéo sur notre site
www.global-watch-analysis.com

Les nouvelles têtes du renseignement algérien

La crise politique, qui a abouti à la destitution du président Bouteflika, provoque une série sans précédent de changements à la tête du renseignement algérien. Cela donne naissance, d'une part, à un renouvellement de génération, qui voit arriver à la tête des « Services » des officiers sexagénaires, qui n'ont pas connu la guerre d'Algérie. Ce qui constitue une donne politique importante, de nature à dépasser le clivage habituel entre les anciens de l'armée française et ceux de l'ALN (Armée de Libération Nationale, bras armé du FLN, durant la guerre d'Algérie). Et c'est, par ailleurs, l'occasion d'une retentissante revanche de ceux qu'on appelle dans le jargon des Services algériens les « opérationnels ». C'est-à-dire les officiers qui ont mené la guerre antiterroriste contre la rébellion des GIA, dans les années 1990, et qui se sont vus marginalisés, du fait de la politique de « réconciliation nationale » du président Bouteflika. Et quelques fois humiliés, comme ce fut le cas pour l'ancien chef de l'antiterrorisme, Abdelkader Ait Ouarab, alias « général Hassan », emprisonné en Août 2014.

Paradoxalement, ce retour en force des « opérationnels » s'est fait à l'occasion de la chute de leur ancien chef, le général Othman Tartag, alias « Bachir », brutalement débarqué par le chef d'état major, au lendemain de la démission de Bouteflika.

Tartag avait été nommé coordinateur de la Direction des Services de Sécurité (DSS), qui a pris le relais du fameux DRS, démantelé en 2015, suite au limogeage de son emblématique chef, le général Mohamed Mediène, alias « Toufik ». Ayant fait les go-between entre Said Bouteflika et le général Toufik, lors des « manœuvres des dernières heures », qui ont précédé et précipité la destitution de Bouteflika, le général Tartag a fait les frais de l'échec du plan du clan Toufik, visant à provoquer un vide constitutionnel, dans le but d'instaurer une présidence collégiale, comme en 1992. Ce qui a conduit à l'arrestation spectaculaire, le 4 mai dernier, de Said Bouteflika, de Toufik et de Tartag, accusés de haute trahison.

Selon des sources proches du commandement militaire, le chef d'état-major, le général Ahmed Gaïd Saleh, a exigé et obtenu du président Bouteflika, le jour même de sa démission, un décret présidentiel mettant fin aux fonctions de Tartag. Les mêmes sources affirment que le successeur de Tartag est le général Mohamed Kaïdi, qui était jusque-là chef du Centre des Opérations de de Défense (COD) au sein de l'état-major. Sa nomination n'a pas été officialisée, car le poste de coordinateur du DSS, qu'il occupe désormais en lieu et place de Tartag, était jusqu'à présent rattaché au président de la république, alors que le général Gaïd Saleh voudrait le « rapatrier » à l'état-major.

L'autre général à faire les frais de l'alliance avortée en le général Toufik et Said Bouteflika, est l'une des dernières figures de la « vieille garde » du renseignement algérien. Il s'agit de Rezzig Boura, alias « général Abdelkader », écarté, le 6 avril dernier, de son poste à la tête de la toute puissante Direction de la Sécurité Intérieure (DSI). Son successeur est le général Wassini Bouazza, qui était auparavant directeur central des infrastructures au ministère de la Défense.

Le jour-même du limogeage du général Abdelkader, Ali Bendaoud, longtemps attaché militaire à Paris, a été débarqué de la Direction de la Sécurité extérieure (DSE). Poste qu'il a occupé à peine un mois : il y a été nommé par le clan Bouteflika, le 13 mars dernier, en remplacement du général Mohamed Bouzit. Son successeur, le colonel El Ouane Skouret, était auparavant le patron du service de coordination opérationnelle du renseignement antiterroriste, qui dépend de la Direction Centrale de la Sécurité de l'Armée (DCSA).

Cette même DCSA a vu son chef, le général Ali Benzemerli, quitter les Services à son tour. Son successeur est, lui aussi, une figure éminente de l'« opérationnel ». Il s'agit du colonel Nabil, alias « Bob », qui occupait auparavant la direction du Centre Principal Militaire d'Investigations (CPMI). ●

5 DATES

SEPT.
1957

Création du MALG, l'ancêtre des Services algériens.

SEPT.
1962

Création de la sécurité militaire (SM), sous l'égide du colonel Kasdi Merbah.

NOV.
1987

La SM est scindée en deux : la Sécurité de l'Armée (SA) et la Délégation Générale de la Prévention et la Sécurité (DGPS).

OCT.
1988

La DGPS devient le DRS, Département du Renseignement et de la Sécurité, sous l'égide du général Mohamed Mediène.

JANV.
2016

Dissolution du DRS, suite au limogeage de son chef par le clan Bouteflika, en septembre 2015.

ECRAN DE VEILLE

NEWSLETTER MENSUELLE
PUBLIÉE PAR LE SITE :
www.globalwatchanalysis.com

ROOSEVELT HOUSE,
6 AVENUE FRANKLIN ROOSEVELT,
75016, PARIS
TEL. : +33 1 70 91 55 55
FAX : +33 1 70 91 55 66

contact@globalwatchanalysis.com

PROSPECTION GÉOSTRATÉGIQUE
VEILLE SÉCURITAIRE
CONTRE-TERRORISME
RÉSISTANCE AUX EXTRÉMISMES

SOCIÉTÉ ÉDITRICE :
COUNTRIES REPORTS
PUBLISHING

COMPANY NUMBER
06741319

191 WALTHAM WAY,
LONDON, E4 8AG,
ROYAUME UNI.

Rédacteur en chef, responsable
de la publication :
ATMANE TAZAGHART

Experts et consultants
de la rédaction :

ROLAND JACQUARD (contre-terrorisme, veille sécuritaire),
CHRISTIAN MALARD (politique internationale, prospection géostratégique),
IAN HAMEL (investigations, islamisme).

Comité de Rédaction :
ASMA RAMDANI (rédactrice en chef adjointe),
NICOLAS CHÉNE (rédacteur en chef vidéo),
MOHAMED AL KHEDIRI (rédacteur),
YACINE TAZAGHART (JRI),
LOUIZA MELHAA (secrétaire de rédaction).

Infographie et maquette : MXB.

Informatique et web : AMAR MERIECH.

Traduction : ARABICSI, CHAUSSÉE
DE SAINT-JOB 267, 1180, UCCLE, BELGIQUE.